M. de Smet est violemment interrompu par M. Vandervelde, qui quitte son banc et se dirige vers le président du Conseil.

Le peloton de service se précipite sur M. Vandervelde. La gauche et l'extrême-gauche crient à tue-tête : laissez-le ! laissez-le !

Le député socialiste, très agité, regagne son banc et s'écrie : Vive la République !

Des applaudissements partent de l'extrême-gauche et du côté des démocrates ; la droite veut protester mais ne peut le faire.

Le tumulte continue et le président est impuissant à rétablir le silence.

Enfin, au bout de dix minutes, le calme renaît.

M. Defranne. — Le gouvernement n'a encore rien dit.

M. de Smet de Nayer. — Il parlera et il sera court (interruptions sur les bancs socialistes.)

M. Anseelle. — Qu'il soit juste :

M. Smet de Nayer. — Nous avons entendu un important discours de la droite et un important discours de la gauche, seule la gauche socialiste ne s'est pas expliquée; nous sommes prêts à siéger aujourd'hui jusqu'à 6 ou 7 heures mais je demande à la Chambre d'en finir aujourd'hui (vifs applaudissements à droite).

M. Arnoz. — Le vœu du pays on le connait, c'est le suffrage universel.

Discours de M. Vandervelde

M. Vandervelde. — Le pays attend anxieusement des paroles d'apaisement. Le gouvernement l'obligera par son attitude à se révolter.

M. Smet de Nayer. — Oui, c'est entendu.

M. Vandervelde — Si nous sommes d'accord avec Braun et le gouvernement pour ne pas prolonger inutilement le debat, nous n'entendons pas le laisser étrangler par une majorité. Tous les groupes doivent pouvoir s'expliquer. L'opposition à des propositions à formuler, mais je reconnais que cette discussion peut se terminer demain ou après-demain.

» Quelle que soit l'issue de cette lutte lorsque nous voyons les ouvriers renoncer à leur salaire pour installer un régime basé sur la justice, nous devons reconnaître qu'ils auront l'admiration même de la bourgeoisie (Très bien à gauche).

M. Vandervelde dit : « Le peuple a les yeux fixés sur cette assemblée et attend d'elle sa libération. Mandataires du peuple, nous le défendrons contre tous et malgré vous, nous lui donnerons la liberté et la victoire. »

Ces paroles sont saluées par de nombreux applaudissements. Les députés de gauche et d'extrême gauche prononcent des paroles qui se perdent dans le tumulte. Les socialistes s'agitent désespérément.

M. de Smet de Nayer. — Les paroles de M. Braun ont été inspirées par un esprit de profonde sagesse. Le gouvernement est heureux de le constater, c'est pourquoi il persiste à demander la clôture de la discussion dans la séance de ce soir. (Protestations sur les bancs socialistes).

M. Vandervelde. — Non.

M. de Smet de Nayer. — La séance comprendra aujourd'hui 2 h. 1/2 de plus qu'une séance ordinaire. La vérité c'est que vous voulez continuer l'agitation que vous provoquez. Vous êtes pour l'agitation nous sommes pour l'apaisement.

M. Braun. — Je n'admets pas qu'on dise que ma motion est un coup de politique. Par esprit de conciliation, je demande au gouvernement d'admettre la clôture pour demain.

NOUVEL INCIDENT

Un incident violent se produit entre l'extrême gauche et le ministre.

Celui-ci insiste pour que la discussion soit tranchée aujourd'hui.

M. Smet, député de Liége, s'avance les poings tendus vers le ministre.

M. Vandervelde le ramène au calme.

M. Emile Féron.

M. Feron rétablit le calme en proposant de dire que la Chambre ne se séparera pas avant d'avoir discuté sur la clôture sans aborder le fond de la question.

M. de Smet de Nayer rappelle les avantages de la loi actuelle qui a porté le nombre des électeurs de 350.000 à 1.400.000 et qui assure la sincérité du régime représentatif.

« Le gouvernement est convaincu qu'une nouvelle loi n'est pas dans les vues du pays, il estime que le suffrage universel pur et simple ne présente pas de garanties suffisantes pour assurer le bon fonctionnement du régime parlementaire.

« A l'heure actuelle s'engager dans la voie de la révision serait s'engager dans une voie sans issue.

On nous demande de prolonger ce débat afin de continuer l'agitation, mais le pays n'ignore pas à qui incombe la responsabilité.

Discours de M. Janson

M. Janson prend la parole pour défendre les idées qui ont été, dit-il, les idées de toute sa vie, c'est-à-dire le suffrage universel pur et simple pour lequel avec ses amis de la gauche il n'a cessé de combattre.

M. Janson termine ainsi : « Réfléchissez dit-il, qu'il s'agit de la guerre civile et que ce serait un crime irrémissible d'acculer le peuple à la désespérance.»

La fin du discours de M. Janson est saluée par les cris de : vive Janson.

M. Vandervelde félicite vivement le député libéral.

La séance est levée à 5 h. 1/2. Le vote aura donc lieu demain avant 6 heures.

LA SORTIE

A la sortie, une foule d'ouvriers qu'on peut évaluer à plus de 15.000 personnes se précipite vers les députés libéraux et socialistes et les acclame. La police intervient et disperse les manifestants qui n'opposent d'ailleurs aucune résistance.

Aucun incident grave. Néanmoins dans les milieux ouvriers la conduite du gouvernement cause une énorme émotion.

LA SOIRÉE

Les meetings

Discours de M. Vandervelde

De nombreux meetings ont eu lieu dans la ville et les faubourgs. Dans la crainte de troubles, des forces policières considérables sont massées sur tous les points.

A la Maison du Peuple, M. Vandervelde a pris la parole. Il a annoncé que M. Paul Janson venait de lui envoyer 200 francs avec cette devise : « Pour que les ouvriers demeurent immobiles ».

L'orateur socialiste annonce que les socialistes Anglais, Français et Allemands soutiendront la grève de leurs deniers.

La Société Démocratie de Berlin a envoyé à elle seule aujourd'hui 10,000 marcks soit 12,500 francs.

M. Vandervelde demande qu'on acclame l'Internationale des Travailleurs. (Longues acclamations).

« Le Denier de la grève, dit-il, a reçu aujourd'hui 17,000 francs.

« Les humbles, les petits veulent participer aux secours. Une institutrice en disponibilité écrit :

« Je n'ai pas d'argent, voici ma bague, ma montre, vendez-les. (Acclamations).

M. Vandervelde termine en s'écriant :

« Le Roi doit choisir : ou il sera le prisonnier du cléricalisme, ou il sera l'arbitre des partis.

« A lui de voir s'il doit déchaîner dans le peuple un immense mouvement républicain.

» Demain nous nous réunirons à la Maison du Peuple pour déterminer la tactique à suivre afin de remporter la victoire.

» Ceux qui espèrent en finir avec le S. U. constateront demain l'heure amère des désillusions.

« Au nom de la classe ouvrière, je jure sur les cadavres que le gouvernement a faits, sur les milliers d'hommes qui sont en grève, que nous n'aurons ni trêve ni repos avant la conquête définitive des droits du peuple.»

La foule chante une formidable *Marseillaise* et la séance est levée à 10 heures 1/2, sans incidents.

EN PROVINCE

A Anvers

Arrestation d'un président de Syndicat — Une explosion

Anvers, 17 avril. — On vient d'arrêter M. Vandenrycke, président du Syndicat des débardeurs, prévenu de menaces de mort proférées dans un meeting et de port d'armes prohibées.

Aux aciéries d'Anvers, les ouvriers ont abandonné le travail. Les établissements sont occupés par la troupe.

Dans la soirée d'hier, une explosion a mis en émoi la rue de la Pépinière. Une bombe avait été placée contre la porte de la maison de M. Vande Walle, conseiller communal. La porte de l'habitation a été fortement endommagée. La bombe se composait d'un bidon à café en fer-blanc, rempli de poudre, de clous, et de ferrailles.

La fin de la soirée a été très calme à Anvers; les corps spéciaux de la garde civique ont été licenciés à 11 heures.

On craint des troubles dans les environs, notamment à Rumpst, Boom et Tamise.

Jeudi à midi la situation est la même qu'hier, quant aux métallurgistes; les ouvriers diamantaires se sont mis en grève ce matin et des ouvriers de quelques fabriques de peu d'importance ont également abandonné le travail.

A Borgerhout, les ouvriers de la fabrique de bougies Roubaix-Oedenkoven, qui avaient abandonné la besogne hier, ont repris le travail, mais les cigariers se sont mis en grève. Tout est calme.

A Hoboken, sauf Cockerill et l'usine de désargentation, tous les chantiers et usines chôment. Au Chantier Naval Anversois, la moitié des ouvriers sont en grève. Il y a à Hoboken 1,500 grévistes qui parcourent la commune en chantant la *Marseillaise*. Les chantiers qui travaillent sont protégés par une compagnie du 6e de ligne.

A Berchem, le nombre des grévistes est de 450.

A Malines

20,000 GRÉVISTES

Malines, 17 avril. — Toutes les fabriques et usines chôment. On évalue le nombre des grévistes à 20,000 environ, mais aucun incident ne s'est encore produit dans cette ville. Presque partout, les patrons sont d'accord avec les ouvriers pour reconnaître la légitimité de cette grève politique.

Dans le Borinage

Mons, 17 avril. — Aucun changement dans la situation. La grève est toujours complète.

Mardi soir, une manifestation a eu lieu à Hornu ; elle a été suivie d'un meeting où les députés Maroille et Brenez ont prêché le calme.

Aucun incident ne s'est produit.

On a brisé, la nuit, des vitres aux établissements tenus par les Petits-Frères, à Pâturages. Les élèves ont été licenciés mercredi matin.

A Frameries, le ff. de bourgmestre, M. Maroille, a fait placarder des affiches invitant les grévistes à manifester pacifiquement.

Dans le bassin de Charleroi

Un manifeste de la Fédération socialiste — Un appel au Roi

Charleroi, 17 avril. — Dans la région extrêmement socialiste de Charleroi il ne faut pas compter voir se produire la moindre amélioration dans la grève. Les mineurs, les verriers, les métallurgistes, la poursuivront farouchement.

On a affiché dans tout l'arrondissement un manifeste de la Fédération. En ville des groupes nombreux stationnent devant cet appel au peuple. Le voici.

AU PEUPLE !

C'est à vous, peuple admirable du bassin de Charleroi, que cette proclamation s'adresse.

Aujourd'hui, toute la classe ouvrière du bassin de Charleroi est debout, l'arme au pied.

La lutte actuelle n'est pas dirigée contre le patronat, ni les propriétés ou les personnes.

Dès lors, il faut que la grève, qui est un moyen légal, soit calme et pacifique.

Par ce moyen, les sacrifiés du vote plural et des fraudes électorales peuvent vaincre la réaction cléricale dans son obstination de résistance à la justice politique en marche.

A ce moment, des victimes innocentes sont tombées sous les balles des gendarmes. Il y a de nombreux blessés, d'autres sont emprisonnés.

Peuple gréviste !

La masse des citoyens est effrayée des événements qui ont endeuillé notre Bassin entier.

Tous les gens de cœur de tous les partis et de toutes les opinions, qu'ils appartiennent au Parti ouvrier socialiste, à l'opinion catholique ou à la bourgeoisie libérale, réprouvent unanimement les auteurs responsables du sang versé.

Travailleurs !

Nous vous adjurons dès à présent de rester dans la légalité, de manière à ce qu'aucune sympathie qui peut être utile au triomphe ne nous soit aliénée.

Peuple, soyez prudent, mais vigilant jusqu'au bout !

C'est en ayant désormais cette noble attitude que nous aurons avec nous le monde du commerce, de l'industrie et de la bourgeoisie démocratique, qui a besoin comme nous de voir cesser une agitation hautement préjudiciable aux intérêts individuels et nationaux.

Pour le Comité central :
Le Secrétaire général.

Appel au Roi

Si socialistes qu'ils soient, les ouvriers de Charleroi n'en comptent pas moins sur le roi comme toutes les associations libérales pour dénouer la crise. Leur organe quasi officiel le le *Journal de Charleroi*, publie même en tête de ses colonnes un appel à Léopold ainsi conçu :

Les catholiques ont circonvenu le roi et l'Eglise l'a menacé de faire elle-même la Révolution contre la Couronne et la Dynastie, si Léopold II venait à l'abandonner dans sa résistance au Suffrage Universel !

De même que les cléricaux ont essayé de faire du chantage contre les socialistes avec la question du suffrage des femmes, ils essayent maintenant de faire du chantage contre la monarchie avec la perspective de la République...

Nous l'avons dit et nous le répétons : Nous sommes républicains et nous n'abandonnerons jamais notre idéal d'avenir de la République.

Mais nous pensons exprimer ici la pensée de l'immense majorité des républicains socialistes belges, en disant que si le Roi, à qui le parti socialiste et la classe ouvrière font appel en ce moment, d'accord avec l'Industrie et avec le Commerce, c'est-à-dire les trois quarts de la Nation, répondait à cet appel noblement et royalement ; si, grâce à l'intervention de Léopold II, justice était enfin rendue au peuple, en mettant fin aux souffrances qu'il endure, à la misère qu'il risque et à la mort qu'il brave pour l'obtenir ; le peuple, le parti socialiste et les républicains feraient preuve d'ingratitude en oubliant ce geste de générosité et de grandeur de la Monarchie.

Que le Roi laisse donc parler sa haute intelligence et son cœur dans ces graves circonstances.

Appuyé sur la démocratie socialiste et libérale, il sera invincible contre n'importe quelles manœuvres louches et lâches du cléricalisme.

A Verviers

150 usines en grève. — Les cabaretiers solidaires. — Charges de gendarmerie.

Verviers, 17 avril. — Il y a aujourd'hui 150 usines en grève. On ne travaille que dans les établissements Simonis sous la surveillance de la gendarmerie. Des patrouilles de gendarmes sillonnent les rues.

Un groupe de cabaretiers verviétois vient de lancer une circulaire dans laquelle ils engagent leurs confrères à organiser la « manifestation des volets clos », et à participer, eux aussi, à la grève générale.

La circulaire fait remarquer les dangers qui résulteraient des abus de l'alcool parmi les ouvriers qui chôment en ce moment.

Immédiatement, 75 cabaretiers, dont la clientèle est essentiellement ouvrière, ont fermé leurs estaminets.

Voilà une grève qui sera certainement approuvée, — un « exemple à suivre », dirions-nous volontiers...

Verviers, 17 avril.— Ce matin vers 11 heures des grévistes se sont portés en bande vers l'usine qui travaille et ont lancé des pierres dans les carreaux. L'usinier appela téléphoniquement les gendarmes. Ceux-ci arrivèrent sabre au clair. L'un d'eux fut blessé par une pierre. Une arrestation a été opérée.

Au pays de Liège

La grève s'étend. — Une échauffourée

Liège, 17 avril. — Le calme continue à régner mais le mouvement gréviste va toujours s'aggravant. De tous les coins de la province, on annonçait jeudi matin, que de nouveaux établissements industriels avaient dû fermer leurs portes.

A Liège, à la houillère Ste-Marguerite, 90 ouvriers travaillent sur 400; à l'Aumonier, 25 sur 325 ; à l'Espérance, 30 sur 304.

Dans le bassin de Seraing, tous les charbonnages, sauf trois, les Six-Bonniers, La Haye et Havelot, sont en grève.

A Cockerill, à Ougrée-Marihaye, un peu partout, dans les grands et petits établissements industriels, on compte de nombreux absents.

Tous les charbonnages du pays de Herve sont en grève.

A Herstal, au contraire, on constate une reprise sensible du travail : le nombre des grévistes est descendu de 5.000 à 3 000.

Une échauffourée s'est produite jeudi, à 7 heures du matin, aux abords de la fabrique nationale d'armes de guerre. Les ouvriers se présentaient pour reprendre le travail, mais cela ne plut pas aux grévistes qui, massés devant la porte de la fabrique, s'opposèrent par la force à l'entrée des ouvriers. La gendarmerie est intervenue et il s'en est suivi une mêlée générale.

A LA FRONTIÈRE FRANÇAISE

A Mouscron

Tentative de déraillement

Dans la nuit de mardi à mercredi, à minuit et demi, un garde-route de Mouscron, M. Delmeire, s'aperçut qu'un attentat criminel avait été commis sur la voie ferrée, non loin du pont de Borneville (Mouscron) et la gare d'Herseaux-Place.

A cet endroit, sur le territoire de Luingne, sept fils télégraphiques, huit fils téléphoniques, un fil de sonnerie correspondant aux cabines d'aiguillage et un fil faisant manœuvrer les signaux du poteau indicateur avaient été coupés à distance médiane entre deux poteaux. Par suite, toute communication était interceptée entre les gares d'Herseaux et de Mouscron ; de plus, le signal à distance des trains était calé au moyen des fils coupés.

Le signal ouvert indiquait que la voie était constamment libre et si jamais des trains de marchandises avaient été en cours de route, ils auraient pu passer le signal et entrer en gare vers Mouscron ou vers Herseaux et amener des collisions en cas d'encombrement des voies et des déraillements par défaut d'aiguilles.

Le veilleur de nuit prévint immédiatement le sous-chef de gare de Mouscron, M. Vandenberche, qui faisait le sevice de nuit. Celui-ci avertit à minuit et demie la gendarmerie de Mouscron et quatre gendarmes, sous les ordres d'un maréchal des logis de la brigade, M. Loquet, se rendirent sur les lieux pour y faire une enquête.

On put se rendre compte que l'attentat avait dû être perpétré entre 10 heures et demie et 11 heures du soir. Durant le reste de la nuit et toute la journée de mercredi, la voie ferrée a été surveillée par la gendarmerie et l'administration du chemin de fer, depuis Herseaux jusqu'à Mouscron et au-delà vers Aelbeke.

La répercussion en France

On compte mille abstentionnistes parmi les ouvriers belges, métallurgistes, verriers et mineurs qui viennent travailler en France, à Crespin, Blanc-Misseron et Quiévrechain.

L'émaillerie Aubicq, de Blanc-Misseron, a dû chomer faute d'ouvriers. Les grévistes se livrent à des manifestations à la frontière.

Tout est calme.

DERNIÈRE HEURE

EXPLOSION D'UNE BOMBE

A Anvers

Anvers, 17 avril. — Une bombe a fait explosion chez un conseiller communal. La bombe a été placée contre la porte de l'hôtel.

L'explosion a fait un bruit épouvantable.

Il n'y a eu que des dégâts matériels.

Menaces pour menaces

Bruxelles. 16 avril. — Un journal du soir publie en tête de ses colonnes, l'avis suivant :

« Notre attitude nous vaut la haine des dirigeants rouges.

» Nous recevons des lettres de menaces.

» Les sinistres gredins de la sociale méditent des attentats contre nos personnes.

» Nous acceptons de sang-froid les avertissements et nous disons :

» Si un des rédacteurs du *Petit-Belge* est victime d'une vengeance quelconque émanant de socialistes, nous ne donnerons pas un sou de la tête de M. Vandervelde. »

Signé : *Le Petit Belge.*

Les Typographes ne font pas grève

Bruxelles, 17 avril — Le dépouillement du poll a été terminé à 11 heures 1/2. En voici les résultats :

Pour la grève 467 voix
Contre la grève 607

La grève est rejetée.

Mort d'une victime

On annonce que le nommé Demarez l'un des blessés de l'émeute vient de mourir à l'hôpital Saint-Pierre.

Nos Dépêches

Par fil télégraphique et téléphonique

Le général André à St-Maixent

Paris, 17 avril. — On annonce de St-Maixent que le général André a offert mardi soir un punch aux officiers de l'Ecole et a prononcé à cette occasion une allocution dans laquelle il a déclaré que les obligations qui incombent à l'officier se ramènent à trois mots : obéissance, abnégation, sacrifice.

C'est en obéissant, en se dévouant jusqu'à donner sa vie et en se sacrifiant qu'ils rempliront la mission que le pays attend d'eux, qu'ils serviront bien la France et la République, qu'ils honoreront l'armée. Et c'est toujours dans le sacrifice, toujours dans l'abnégation et toujours dans l'obéissance qu'ils puiseront la seule vraie joie qu'il vaille de goûter ici, celle qu'ils éprouvent à cette heure : la joie d'avoir rempli leur devoir. Le général a été acclamé.

Les candidats collectivistes

Clermont-Ferrand, 17 avril. — Le Docteur Deschamps nous communique la note suivante :

Dans son numéro d'hier « L'Avenir du Puy de Dome » a publié une conversation qu'il prétend avoir été échangée entre le préfet du Puy de Dôme et M. Deschamps, candidat républicain de la 2e circonscription de Riom. Il ressortirait de cette conversation que M. Millerand, ministre du commerce. aurait investi dans chaque circonscription un candidat collectiviste. Le docteur Deschamps proteste énergiquement contre cette information, inventée de toute pièce.

LA SANTÉ DE M. MOUGEOT

Paris, 17 avril.— D'après des nouvelles reçues ce matin de Langres, par téléphone, l'état de M. Mougeot, dont nous avons relaté l'accident d'automobile, est aussi satisfaisant que possible et s'améliore rapidement. Cependant, le sous-secrétaire d'Etat a eu une légère fièvre cette nuit. On sait que M. Mougeot a eu les deux poignets luxés.

A L'ÉTRANGER

L'ATTENTAT DE St-PÉTERSBOURG

Le passé du meurtrier — Les circonstances du crime — Les dernières paroles de M. Sipiaguine.

Saint-Pétersbourg, 17 avril. — Malyscheff, le meurtrier de M. Sipiaguine, étudiant de l'Université de Kieff, avait été rayé, à la suite des derniers troubles, des registres universitaires et incorporé dans un régiment, comme punition ; mais peu de temps après l'empereur lui fit grâce.

Le troisième coup de revolver a blessé le serviteur du ministre, au moment où il sautait sur le meurtrier pour lui arracher son arme.

La quatrième balle s'est perdue dans le mur.

Les dernières paroles de M. Sipiaguine ont été : « Pourquoi m'assassine-t-on ? Je n'ai pas le sentiment d'avoir fait du mal à qui que ce soit. »

Une balle l'a atteint dans le bas-ventre ; une autre lui a percé le foie.

Le « mouvement populaire » russe

Vienne, 17 avril. — La *Neue Freie Presse* publie un article special, de source russe, sur ce que ce journal appelle le « mouvement populaire », article qui contient des détails intéressants.

On y fait observer que le mouvement a pris de graves proportions dans le pays. C'est ainsi que, lorsqu'on a ordonné à un détachement d'infanterie de faire feu sur la foule, au cours des récentes manifestations sur la place de Kazan, à Saint-Pétersbourg, aucun soldat n'a bougé.

On a répété trois fois l'ordre de faire feu sans qu'il y fut obéi ; l'officier a alors ramené sa troupe à la caserne. Cet incident n'a été d'ailleurs l'obet d'aucune enquête.

D'autres incidents analogues se sont produits à Moscou et à Tula, où les soldats ont refusé de tirer sur les ouvriers grévistes, A Tula, le capitaine a fait fusiller immédiatement un sous-officier, tandis qu'à Saint-Pétersbourg plusieurs officiers ont été arrêtés sous l'inculpation de complicité avec les étudiants et les ouvriers.

La peste dans l'Argentine

Londres, 17 avril. — Un télégramme de Buenos-Ayres annonce que huit cas de peste ont été constatés dans cette ville.

Des mesures énergiques sont prises pour empêcher la propagation du fléau.

La Guerre au Transvaal

Les hostilités

La colonne Bruce Hamilton

Londres, 17 avril. — Le War Office a reçu la dépêche suivante de lord Kitchener :

« Pretoria, 16 avril, 7 h. 45 du soir. — Le général Jan Hamilton annonce que, pendant la poursuite, le 11 avril, sept Boërs ont été tués et six blessés ; quatorze Boërs non blessés ont été faits prisonniers ; tous ces chiffres en dehors de ceux déjà transmis. Le 2 avril, ses colonnes ont pris la direction de l'est et se sont portées vers Kurksdorp pendant les deux jours suivants, en faisant soixante-et-un nouveaux prisonniers.

» De concert avec ces colonnes, les colonnes du colonel Rochefort ont quitté de nuit Bloemhof et ont surpris un laager boër près de Schweizerreneke, dont les occupants avaient pu probablement se dégager en tournant la droite des troupes de Hamilton. On a fait cinquante-cinq prisonniers et on a capturé des fourgons et des munitions.

» KITCHENER ».

Bloemhof se trouve dans l'angle sud-ouest du Transvaal, près de la frontière de l'Orange et de la frontière de la colonie du Cap, à une distance de 150 kilomètres environ au nord-est de Kimberley.

Engagement caché

D'après la liste officielle des pertes anglaises dans l'Afrique du Sud, publiée ce soir par le War Office, il y a eu un engagement le 13 courant, près de Robertsdrift-Vaal-River, dans lequel les Anglais ont perdu deux soldats tués [illegible] cinq blessés.

Chronique électorale

Les brutes cléricales

La *Dépêche* prétend que nous plaidons les circonstances atténuantes en faveur des collectivistes, à propos de leurs violences dans les réunions électorales. Nous avons dit, au contraire, que nous réprouvions les violences de quelque côté qu'elles viennent.

Mais, nous constatons que les cléricaux n'agissent pas autrement que les collectivistes, avec cette circonstance aggravante que les collectivistes opèrent eux-mêmes et sans armes, tandis que les cléricaux se font représenter par des mercenaires armés.

Et c'est pourquoi les exploits des brutes cléricales du Quesnoy ont un caractère beaucoup plus grave et plus délictueux que les rixes de Lille.

On a pu lire hier encore dans le *Progrès du Nord* le cas de ce jeune homme, victime des assommeurs à gages de M. Gayet. Il est édifiant.

Pour avoir le droit de se plaindre des méfaits de leurs adversaires, les cléricaux-nationalistes devraient commencer par ne pas agir de la même façon qu'eux, et pis encore.

Chronique Régionale

A nos correspondants régionaux

L'abondance des informations qui nous arrivent de Belgique et l'intérêt passionné que les lecteurs y attachent nous mettent dans l'obligation de consacrer une grande partie du journal aux évènements dont ce malheureux pays, courbé sous le joug clérical, est le théâtre.

En conséquence nous prions nos correspondants régionaux de ne pas s'étonner si, pendant quelque temps, nous n'insérons plus, de leurs communications, que ce qu'elles renfermeront de très important.

Le Conseil Général du Nord

CHEZ M. LOUBET

M. le Président de la République a reçu récemment M. L. Vincent, préfet du Nord, qui lui a remis le texte de la délibération par laquelle le Conseil général a exprimé le vœu qu'il consentit à être l'hôte du département du Nord tout entier, dans le cas où il choisirait Dunkerque comme port de débarquement à son retour de Russie.

M. le Président de la République qui a décidé de rentrer en France par Dunkerque s'est déclaré heureux de satisfaire au désir que l'Assemblée départementale lui a manifesté avec une discrétion respectueuse à laquelle il a été très sensible. Il a autorisé M. le Préfet du Nord à lui présenter lundi prochain 21 avril, la délégation chargée de lui adresser officiellement au nom du département une invitation qu'il acceptera.

M. Scufort, président du Conseil général a prié M. le Maire de Dunkerque, M. le président de la Chambre de commerce, M. le président du Conseil d'Arrondissement et MM. les Sénateurs et Députés de se joindre lundi au bureau du Conseil général afin de donner toute son ampleur à la démarche qui sera faite à l'Elysée.

LES ARTISTES DU NORD au Salon

(De notre correspondant particulier)

Paris, 16 avril. — Dans quelques jours, les Salons vont ouvrir leurs portes. Comme toujours; c'est la Société Nationale des Beaux-Arts qui sera prête la première. Les salles qu'elle occupe au Grand Palais des Champs-Elysées ne sont pas encore complètement aménagées. La sculpture, notamment, est fort en retard. Nous avons pu cependant y jeter un coup d'œil rapide et, sans vouloir hasarder la moindre critique, nous avons pensé qu'il serait intéressant de relever les œuvres exposées par les artistes du Nord.

En voici la liste, qui constitue une véritable primeur :

Le président de la Société Nationale, M. Carolus-Duran — un Lillois — nous donne cette année une grande toile, où il s'est représenté entouré de toute sa famille. M. Albert Lechat a envoyé un paysage, *Les pommiers* (Pas-de-Calais); M. Leroy Saint-Aubert. *La vieille mare à Neuvaines* (Calvados); M. Weerts, le portrait de M. Doumer, gouverneur général de l'Indo-Chine ; le portrait de M. Vandremer, de l'Institut ; deux portraits de femme ; le portrait de M. Dumont et son propre atelier, où sa famille est réunie ; M. Paul Du Thoit, des *Mauves* ; Mlle Alice Lecomte, portrait de M. F. (Mme Fallières, femme du président du Sénat.)

M. Duhem. *La mise au parc, Province, L'hiver, L'heure du salut, Maison au bord de l'eau* et *Soleil d'hiver;* Mme Marie Duhem. *La Grand'Route, La ronde* et *Oraison* ; Mlle Germaine Druon, *Deux Intérieurs* ; M. Gustave Colin, *un portrait de femme. Le pont d'Alcantara à Tolède, La mer à Guethary. Le pic du Midi de Bigorre* et *Jardin dans le Midi* ; M. Carlos Lefebvre. *Les remparts. Les sapins* et *Mon clocher*; M. Braquaval, *Effet de neige à Saint-Valéry Rue de Village* et *Rue de Rivoli* ; M. Emile Bernard. *Femme au bord du Nil*; M. Agache, *La Loi* ; M. André Barbier, *Brume d'hiver.*

En sculpture, nous avons noté : de M. Léon Fagel, *Les Belles Lettres*, statue pierre destinée à la Sorbonne, un haut-relief et le buste en marbre de M. Decrais, ministre des colonies ; de M. Agathon Léonard, une statuette en plâtre *Le Vampire*, une *Mélancolie*, en quartz rose, et une *Méditation*, en quartz rose, marbre blanc bronze doré et marbre vert.

Parmi les dessins, gravures, etc. Signalons : Une eau forte de M. Lefort des Ylouses, *Les enfants du pêcheur*; trois estampes en couleur de M. Pinchon, *Le Chameau, Jeune terrier* et *Le cheval de chasse* ; un dessin de M. Léon Bartholomé, *Intérieur* ; quatre dessins de Mlle Berthe Crespel, *Etude d'intérieur (ma fenêtre) Le perron, Etude d'intérieur (cheminée)* et *Etude de fleurs* ; une *Servante turque*, de Mme Gabrielle Delavallée ; trois aquarelles de M. Henri Duhem, *Matin* ; *La Maison aux lauriers*, de Mme Marie Duhem ; trois dessins gouachés de M. Albert Lechat, *La plaine, Moisson*, et *Les glaneurs* ; un pastel de M. Le Liepvre, *Paysage de Touraine* et le *Jardin du Luxembourg*, de M. Paul Rossert.

Enfin, nous avons relevé dans la section des objets d'art : de Mlles Macqueron, un plateau pyrogravé et trois boites pyrogravées et incrustées, *Corbeau, Branches de pin, et Plumes de paon* ; de M. Jules Coudyser, trois rideaux, *Chrysanthèmes, Les Glycines* et *Clématites* ; de M. Georges Desprez, un masque egyptien, pâte de verre polychrome et une vitrine contenant une quarantaine de coupes, vases, bols, en pâte de verre translucide ; de M. Maurice Dufrêne, un éventail peint sur soie, *Jeux d'enfants* ; de M. Jules Duvinage, un projet de tapisserie, *Le Bonheur de vivre*, et un projet de frise, *La moisson* ; de M. Agathon Léonard, trois statuettes en bronze patiné et ivoire, *Danseuse aux torches, Danseuse au cothurne* et *Danseuse à la marguerite.*

Vendredi prochain, le Salon de la Nationale sera inauguré par le président de la République. Le lendemain, vernissage, et, dimanche, ouverture au public.

V. M.

Les produits de la laïque

Les examens pour les bourses des lycées et collèges ont eu lieu à Lille, Salle du Gymnase, place Sébastopol, les 10 et 11 avril courant.

Les enfants des instituteurs laïques tiennent une place des plus honorables dans la liste des admis. Citons notamment les fils de MM. Cat, instituteur à Bévillers, Cayeux de Lewarde, Delannoy d'Erquinghem, Desplanques de Mouchecourt, Dumont de Genech, Gillot de Lille, Rose de Volckrinckhove, etc., etc.

LE SPORT

VÉLOCIPÉDIE

Jacquelin Ellegaard à Roubaix

La sensationnelle rencontre des deux champions du monde est à l'ordre du jour de l'actualité cycliste.

Chacun se demande lequel des deux antagonistes sortira vainqueur du match.

Jacquelin a de nombreux partisans. Ellegaard, bien que n'ayant jamais couru à Roubaix, compte lui aussi bon nombre de fervents.

Il est de toute évidence que l'un et l'autre s'emploieront à fond, tenant, Jacquelin, à confirmer sa victoire du grand prix de Pâques. Ellegaard à prouver qu'il peut remonter le champion français et le battre.

Quant aux courses internationales de vitesse qui encadreront le match, et qui sont dotées de superbes allocations, elles réuniront au départ, tous les grands sprinters belges, russes, italiens, français actuellement à Paris.

Le 20 avril, il y aura du sport sur le ciment de Barbieux.

ROUBAIX

6e Circonscription de Lille

La profession de foi de M. Henri Delecroix, maire d'Hem, candidat républicain

Hier, nous avons publié la profession de foi de M. H. Delecroix, maire d'Hem, candidat républicain de la 6e circonscription électorale de Lille.

Comme la candidature elle-même, la profession de foi a été on ne peut plus favorablement accueillie par les républicains de toutes nuances de la 6e circonscription.

L'appel à l'union de toutes les forces républicaines que fait M. Delecroix, dans le document qu'il adresse aux électeurs; depuis longtemps compris, s'est accentué encore. M. Delecroix le déclare lui-même, il est sincèrement républicain, démocrate d'origine et de cœur.

Partisan convaincu de la réduction du service militaire à 2 ans, M. Delecroix, en même qu'il se déclare l'adversaire de la loi Caillaux, proclame hautement toute sa sollicitude pour les cultivateurs et pour les travailleurs, pour les petits, pour les humbles.

Ceux qui, comme nous, connaissent M. Delecroix, sont convaincus que ses promesses ne sont pas des paroles en l'air.

M. Delecroix est l'homme du devoir, du dévouement.

Elu député de la 6e circonscription, il tiendra scrupuleusement ses engagements, la juste considération dont il jouit nous en est le sûr garant.

Si M. Delecroix ne veut ni de la réaction chère à M. de Montalembert, ni de la révolution, il est partisan de toute évolution juste pouvant et devant améliorer le sort des travailleurs.

Son passé de républicain sincère, la considération qui l'entoure, sa droiture, son énergie, l'estime générale dont il jouit sont les facteurs puissants ayant fait accepter avec enthousiasme sa candidature par tous les républicains de la 6e circonscription.

Le règne de M. de Montalembert a inquiété tant de républicains, blessé tant de convictions politiques, qu'il a réussi à tirer de leur inertie habituelle beaucoup de citoyens désorientés, désespérés, las d'une lutte stérile.

La candidature nettement républicaine de M. Delecroix est venue secouer cette torpeur.

La bonne volonté générale de l'armée républicaine de la sixième circonscription se traduit par une immense levée en masse en faveur de la candidature Delecroix.

Le siège de M. de Montalembert vacille, la forteresse de la monarchie est cernée. De toutes parts les recrues républicaines arrivent se ranger autour de M. Delecroix, pour, le 27 avril, livrer l'assaut final qui permettra au candidat républicain de planter le drapeau tricolore de la République à la place depuis si longtemps occupée par la bannière blanche de M. de Montalembert.

Electeurs de la 6e circonscription, de l'union, de la cohésion, faisons bloc compact contre la réaction, et le 27 avril la victoire sera à nous aux cris de :

Vive la République ! Vive Henri Delecroix !

Marius VERAN.

***

Electeurs,

Trois candidats sollicitent vos suffrages.

Tous trois sont républicains. Dans cette alternative comment fixer votre choix ? ? Examinons ces candidatures.

A tout *seigneur*, tout honneur.

M. le Comte de Montalembert, député sortant, a bien voulu, il y a quatre ans, lors du renouvellement de la Chambre, accoler à son nom l'épithète de candidat *républicain.*

Dans toutes les élections précédentes il se qualifiait de candidat *indépendant* ? ? ?

Il paraît même que ce revirement a fait tressaillir d'indignation les mânes de ses ancêtres.

En tout cas, ce changement de front en apparence ne peut suffire à nous donner confiance en M. de Montalembert au point de vue politique.

Des actes seraient certes pour ses électeurs un plus sûr garant.

Que l'on compulse ses votes durant la dernière législature — depuis qu'*involontairement* il a affiché sur nos murs son *républicanisme* et l'on sera convaincu « que si tous nos députés lui ressemblaient, la République aurait vécu ». Le *nom* subsisterait quelque temps encore — peut-être — mais la Chose — et c'est à la Chose que nous tenons essentiellement — aurait disparu.

Et chose non moins grave, la paix que la République nous a donnée pendant 30 ans — et dame ! ce n'est pas la faute des amis politiques de M. de Montalembert si elle n'a pas été rompue — la paix ne tarderait pas à être sérieusement menacée.

Chacun sait que les régimes monarchiques ont toujours eu en France un faible pour la guerre. — Méfions-nous du sabre vengeur. — L'Empire, c'est la paix, avait dit Napoléon III. L'Empire sombrant à Sedan démentit éloquemment ces paroles.

Si la réaction triomphe, la guerre, l'horrible guerre avec ses fléaux, ses maux et ses calamités s'abattra de nouveau sur notre pays engloutissant à tout jamais ce qui fait la force vive de notre patrie.

Pères de famille, songez-y.

Le deuxième candidat, M. Moreau, est lui un républicain éprouvé. Il aurait pu avoir toutes nos sympathies et une troisième candidature n'aurait pas surgi, si M. Moreau s'était présenté à nos suffrages avec le drapeau tricolore.

Les idées qu'il représente ne sont pas les nôtres.

Nous avons, nous autres républicains, le souci d'améliorer la situation de celui qui souffre autant que ceux qui professent la doctrine collectiviste. — Mais nous ne voulons pas leurrer